



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

équarrissage

Question écrite n° 11664

Texte de la question

M. Denis Jacquat appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les inquiétudes de la fédération des bouchers-charcutiers d'Alsace et de Lorraine - section Moselle, quant au projet de taxe additionnelle à la taxe d'équarrissage instaurée il y a un an. En effet, suite à l'apparition de la maladie de la « vache folle », les artisans bouchers et charcutiers ont dû financer le service public d'équarrissage instauré en décembre 1996, visant à détruire les matières animales à haut risque et l'enlèvement des cadavres d'animaux. Il faut rappeler que la profession avait déjà vivement contesté cette première taxe qui leur était imposée alors que leur responsabilité n'était pas engagée dans cette affaire. Or, il semblerait que le Gouvernement envisage d'instaurer une taxe additionnelle destinée à financer la mise aux normes européennes des établissements d'équarrissage et le retraitement des stocks de farine de viandes et d'os produites en dehors des normes européennes de traitement thermique. Aujourd'hui la fédération des bouchers-charcutiers d'Alsace et de Lorraine, section Moselle, dénonce l'injustice flagrante que représenterait cette taxe additionnelle pour une profession déjà très touchée économiquement suite à la crise de la « vache folle ». Il le remercie de bien vouloir lui faire connaître ses intentions en la matière.

Texte de la réponse

La taxe sur les achats de viande a été instituée pour financer le service public d'équarrissage créé par la loi n° 96-1139 du 26 décembre 1996 relative à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoir et modifiant le code rural. La création de ce service public est un élément essentiel de la sécurité alimentaire, les garanties ainsi apportées aux consommateurs contribuent à restaurer la confiance, ce dont bénéficie l'ensemble de la filière. Pour le financer, le Parlement a choisi d'instaurer une taxe sur les achats de viandes qui ne pénalise ni les éleveurs ni les petits commerçants. Un large débat a eu lieu sur le niveau de la taxe à retenir et sur les seuils d'exonération. Le seuil retenu de 2,5 millions de francs du chiffre d'affaires annuel doit exonérer, selon les statistiques de l'INSEE et du SCEES, 90 % des boucheries-charcuteries et 87 p. 100 des charcuteries. De plus, pour ne pas toucher les détaillants dont l'activité « viande » est marginale, un seuil mensuel de 20 000 francs d'achats de viande hors taxe a été introduit. Enfin, le niveau de taxation n'est que de 0,5 % lorsque les achats sont inférieurs à 125 000 francs par mois, alors qu'il est de 0,9 % au-delà. La plupart des bouchers sont donc exonérés, ou n'ont à payer qu'un montant modeste. Par ailleurs, pour mettre la France en règle avec les dispositions européennes, il a été décidé en février 1998, de ne plus autoriser la mise en marché des farines animales non conformes aux dispositions de la décision n° 96-449 CE (133 °C - 3 bars - 20 mn). Les installations françaises concernées sont en cours d'équipement pour produire selon cette norme, mais ne sont pas toutes opérationnelles aujourd'hui. Durant une période transitoire il est donc nécessaire de détruire ou de retraiter les farines non conformes. La taxe additionnelle permettra d'indemniser en partie ces opérations. Son application sera réduite dans le temps, jusqu'au 31 décembre 1998. De plus, le seuil d'exonération a été porté, par l'Assemblée nationale à 3,5 millions de francs de chiffre d'affaires. Les bouchers ne seront donc concernés par cette taxe additionnelle que marginalement et en tout état de cause pour un court laps de temps. Enfin, il convient de préciser que cette taxe ne servira pas au financement de la mise aux normes des usines de

fabrication de farines animales, qui bénéficiera d'une aide sur des crédits de l'OFIVAL et du FEOGA.

Données clés

Auteur : [M. Denis Jacquat](#)

Circonscription : Moselle (2^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11664

Rubrique : Agroalimentaire

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 mars 1998, page 1414

Réponse publiée le : 3 août 1998, page 4260